

parlementaires, ou membres du gouvernement, se sont rencontrés sur ces trois points ; la Turquie doit renoncer aux territoires non turcs, elle doit conserver la Thrace et le vilayet de Smyrne, qui sont des territoires turcs, elle ne peut souffrir aucune restriction, aucune atteinte à ses droits souverains, à son indépendance politique et économique. Les Turcs me semblaient faire assez bon marché de la Syrie, de la Palestine et de la Mésopotamie ; au fond, leur pensée était à peu près celle-ci : « vous avez voulu ces provinces, prenez-les. Vous ne les gouvernerez ni mieux ni plus mal que nous ». Ils faisaient toutes réserves sur le Kurdistan, dont ils ne reconnaissent pas l'autonomie, et sur l'Arménie dont ils contestent les limites. Enfin ils revendiquaient avec la dernière fermeté la Thrace et l'Anatolie tout entière. Voilà pour le statut territorial. Mais, sur le statut politique, je les trouvais beaucoup plus intransigeants ; tous les raisonnements qu'ils tenaient à ce propos traduisaient, en même temps que l'exaspération causée par un contrôle provisoire dont on ne voyait pas la fin, l'impérieuse volonté d'être enfin maîtres chez eux. Même chez les plus raisonnables, je constatais cette résistance, cette révolte du sentiment national contre toute limitation apportée à l'indépendance de leur pays, à la souveraineté de la Turquie. L'esprit nationaliste a soufflé partout, même dans les milieux réactionnaires, et voilà où apparaît l'erreur de ceux qui ne voient dans le mouvement actuel qu'une phase nouvelle de la révolution de 1908.

Je n'irai pas jusqu'à prononcer, en parlant des Turcs de Constantinople, le mot xénophobie. On ne